

VACCINATION ET PASSE SANITAIRE

Les manipulations d'Emmanuel Macron

Louis-Albert Serruët
Auteur, essayiste

Les deux termes de vaccination et de passe sanitaire sont aujourd'hui délibérément imbriqués. À propos de la vaccination, deux libertés sont à considérer. La liberté individuelle de se faire ou pas injecter un vaccin et la liberté collective de se soumettre à une règle commune pour combattre l'épidémie. L'une et l'autre sont à situer. La liberté individuelle, avec la responsabilité dont elle fait devoir, trouve sa limite dans l'exercice de la liberté collective. Cette dernière, la liberté collective, supplantant la première dès lors que la vaccination est la voie nécessaire pour mettre un terme à l'épidémie qui constitue un danger collectif.

Le passe sanitaire est une mesure incohérente en ce qu'elle associe la vaccination, remède avéré à l'effet certain et durable, à un contrôle – le test – au résultat instantané éphémère. « *Cet autumn, les fameux tests PCR seront rendus payants (...), ceci afin d'encourager la vaccination plutôt que la multiplication des tests* », a déclaré le président Macron lors de son intervention du 12 juillet. Imposer la vaccination aux salariés en contact avec les publics, aux clients, aux personnels de santé par un subterfuge, la suspension du contrat de travail, revient non à encourager la vaccination, mais à la rendre obligatoire, sans le dire explicitement. En effet, quel salarié peut payer des tests tous les deux ou trois jours ?

Par une manipulation indigne de sa fonction, Macron a désigné coupables ceux qu'il vantait un instant plus tôt : « *Grâce à l'engagement exceptionnel de nos soignants, grâce à votre civisme, nous avons réussi à maîtriser l'épidémie et à revivre à nouveau* », a-t-il dit aussi. Les soignants, les travailleurs invisibles indispensables sont devenus, pour Emmanuel Macron, des boucs émissaires qui l'exonèrent de ses propres manquements.

Le passe sanitaire est une mesure incomplète destinée au maintien de l'activité économique. Pas de disposition facilitant la vaccination des salariés, l'accès à des rendez-vous, la vaccination dans les entreprises, la possibilité d'absence pour être vacciné, la mesure ne vise que les salariés pour lesquels elle s'accompagne de me-

sures coercitives. Le passe est en outre une mesure discriminatoire. Le Conseil constitutionnel a négligé dans son avis du 5 août sur la loi relative à la gestion de la crise sanitaire la rupture d'égalité découlant de la décision de Macron. Le passe sanitaire est inefficace tant que l'ensemble de la population n'est pas vaccinée. Les sans-emploi, les chômeurs, les sans-domicile, les salariés sans contact avec le public, ceux qui sont éloignés économiquement ou socialement des lieux de vaccination y échappent encore. Une démarche de santé publique devrait les convaincre quand la méthode Macron est l'autoritarisme et sa brutalité.

« *Pour nous protéger et pour notre unité, nous devons aller vers la vaccination de tous les Français car c'est le seul chemin vers le retour à la vie normale* », a pourtant confirmé le chef de l'État. Mais il a choisi une voie tortueuse, une vaccination obligatoire, sans le décréter officiellement. Cette manipulation laisse suspecter un manque de volonté ou une insuffisance de doses, dans les deux cas une dissimulation. La menace de la suspension du contrat de travail est une attaque jamais envisagée. Elle s'inscrit dans la destruction des droits des salariés que Macron a engagée dès 2017, mais cette attaque-ci est particulièrement inacceptable. En supprimant un droit fondamental, le salaire du travail, elle veut réduire les salariés à une

Macron a désigné coupables ceux qu'il vantait un instant plus tôt.

condition indigne. Comment payer son loyer, se nourrir et nourrir sa famille, se déplacer, assumer les dépenses contraintes sans la ressource du salaire ? En refusant de déclarer la vaccination obligatoire, le président de la République manque à sa charge qui est de protéger tous les citoyens. Il se défausse de sa responsabilité et transfère les conséquences de sa carence aux salariés. Il divise et oppose les citoyens les uns aux autres, trahis-

sant sa fonction qui le fait garant de la cohésion de la nation.

Le président Macron a vanté, ce même 12 juillet, les mérites de notre modèle social : « *Nous avons vu la force, durant cette crise, de notre modèle social, qui a protégé nos entreprises, nos emplois, notre culture, de nombreux secteurs exposés et a protégé notre pouvoir d'achat durant la crise, c'est un joyau qu'il nous faut préserver*. » Ce modèle social est fondé, a-t-il ajouté, « *sur le travail* ». Le terme choisi voudrait faire oublier que notre modèle social est fondé sur la solidarité, qui en fait sa force et sa solidité. Recourant à Vichy (travail, famille, patrie) plutôt qu'à la devise nationale, Emmanuel Macron paraît davantage « passiste » que ses opposants qu'il tente de discréditer par ce mot. Si des doutes existent sur les vacancins, ils sont nés des mensonges, errements, dissimulations, contradictions de Macron et ses gouvernements dans la gestion de l'épidémie, traitée non comme enjeu de santé publique mais en tant que crise économique, tous jours prompts à satisfaire le patronat et le capital. Politisée à l'excès par des allocutions répétées, l'invention d'un conseil de défense opaque, l'instauration d'un état d'urgence permanent, l'épidémie est la circonstance qui permet au chef de l'État d'étouffer la démocratie. S'y ajoute sa complaisance de classe (la dispense présidentielle au Puy-du-Fou, l'annulation du couvre-feu pour la finale de Roland-Garros...). Seules l'information, la pédagogie et la discussion raisonnée peuvent lever ces doutes, quand l'investitive, la menace, la coercition et la criminalisation des salariés produisent la défiance. Néanmoins, le président Macron a choisi de terminer son intervention en annonçant la poursuite de la destruction systématique du modèle social qu'il vantait l'instant d'avant par l'application de la réforme de l'assurance-chômage, qui laissera sans ressources plus d'un million de nos concitoyens, et la reprise de la « réforme » des régimes de retraite. À l'apaisement pour rétablir la confiance, il a préféré une fois encore l'affrontement, avec les risques induits de la protestation, des troubles et de la violence. ●

Dernier ouvrage paru : *Macron et les salariés ou le contrat déchiré*. FNVC. 2021. À paraître : *Institution d'un État moderne*.

LA CHRONIQUE PHILADELPHIE DE CYNTHIA F.

Les mises à l'épreuve

C'était un not, « épreuve(s) », tombé en désuétude, il le terme plus structurel de lui préférant « temps d'individualisme de classe » mais le rebattu les cartes du jeu social. Pierre Rosanvalon, dans son dernier essai, *Les Épreuves de la vie*, agrémente de quatre rebonds par quatre autres auteurs (Origgi, Duvoux, Fureix, Adler), esquisse une typologie des épreuves sociales et démocratiques : individualité et de l'intégrité les épreuves de l'ant des pathologies de la relation personnelle, relevées, preuves du lien social (mépris, injustice, discrimination), qui relèvent peu ou prou des pathologies de l'égalité ; enfin les épreuves de l'incertitude, viduel tant la vulnérabilité est lectif et de l'indiv, et atomisante. Dans le aujourd'hui syst

Rosanvalon réinterroge la place des affects et des vécus pour mieux saisir les attentes de la société.

comme ce qui Rosanvalon privé connaissance stat, comme les tests à grande échelle peu banalisés, discriminations de sexe et d'origine, les enquêtes égratations subies par les personnes, tous les questionnaires habilités à traquer les formes de souffrance sociale ou de malaise, un observatoire Conseil économique, social et être rattaché au environnementale des taux d'abstention, ou de dégradation effective faibles du mécontentement et celle des signaux particulièrement actifs sur les du ressentiment et encore trop peu étudiés de réseaux sociaux.

façon « scientifique », différentes blessures forment Dorénavant, ces « totales » qui viennent accabler des « expériences » sentiment d'appartenance l'individu et ses chiffres » doivent laisser plus citoyenne. Les « its pour appréhender en profondeur les peurs, et les espérances qui taraudent fondeur les peurs, a grande force des populismes les individus. « *Le rôle central qui est désormais est d'avoir compréhensions en politique* », rappelle joué par les ém, seule lecture par intérêts privés Rosanvalon. La fait plus pour comprendre ou de classe ne simplifies. Les derniers grands mouvements sociaux – on sont indissociables des prises pense à #MeToo – res, des colères jusqu' alors de parole singulière trouver le moyen de produire tues. Il faudra bien, *litique de la raison* » sachant une nouvelle « po ge. ● accueillir ce langa